

La province octroie 225 000 \$ à L'écho

Le Festival de la curd reçoit 75 000 \$



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 12 mars 2008 à 12:07

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le député provincial de Glengarry-Prescott-Russell, Jean-Marc Lalonde, avait de bonnes nouvelles à annoncer, mardi matin. Ce dernier a confirmé que son gouvernement accordait des subventions de 225 000 \$ à L'écho d'un peuple et de 75 000 \$ au Festival de la Curd, à Saint-Albert. «C'est fantastique. C'est une très bonne nouvelle. On a toujours eu l'appui du gouvernement provincial, et ça démontre encore une fois l'importance du projet pour la région de Prescott et Russell», a exprimé le directeur général de L'écho d'un peuple Inc., François Désormeaux.



Ce coup de pouce arrivait à un moment opportun, alors que L'écho d'un peuple Inc. travaille ces jours-ci à tenter de convaincre le milieu des affaires de s'impliquer financièrement dans l'aventure. Photo : Archives

M. Désormeaux a de plus reconnu que cet appui du gouvernement provincial était indispensable pour les activités de son organisme, qui incluront cette année une nouvelle approche, celle d'un grand festival régional. Il a aussi mentionné à cet égard que ce coup de pouce arrivait à un moment opportun, lui qui travaille ces jours-ci à tenter de convaincre le milieu des affaires de s'impliquer financièrement dans l'aventure de *L'écho d'un peuple*. «Le timing est excellent», a-t-il affirmé.

L'argent ainsi reçu servira en grande majorité aux opérations courantes du spectacle à grand déploiement. Le gouvernement ne demande qu'une chose, c'est que des 225 000 \$, 15 750 \$ doivent être affectés à la publicité et au marketing. L'an dernier, *L'écho* avait reçu une aide de dernière minute de la part du provincial, de l'ordre de 205 000 \$.

La curd reçoit sa part

Le Festival de la curd, de Saint-Albert, a pour sa part reçu une subvention de 75 000 \$ pour ses activités. L'événement, qui attire annuellement entre 18 000 et 20 000 personnes, aura lieu du 14 au 17 août prochain, mais pourrait bien être allongé d'une journée, selon le président du comité organisateur,

Denis Latour. «On pense peut-être ajouter une date, et commencer le mercredi. On regarde aussi pour un plus gros spectacle, avec plus d'artistes. On voudrait aussi engager quelqu'un pour gérer le Festival», a-t-il indiqué, signalant que la tenue des activités du Festival n'était assurée que par des bénévoles.

«Le gouvernement McGuinty croit beaucoup aux festivals de la province», a pour sa part signalé Jean-Marc Lalonde. En 2007-2008, le provincial a remis 4 millions \$ à 57 festivals ontariens. Cette année, 90 festivals se partageront 10 millions \$. «Le gouvernement reconnaît l'importance que les festivals ont pour l'attraction des touristes en Ontario», a poursuivi M. Lalonde.

Celui-ci a insisté sur la possibilité pour l'Est ontarien d'aller chercher des touristes au Québec, alors que beaucoup de Canadiens sont portés à se rendre vers les États-Unis, avec la forte valeur de notre huard. «Dans l'Est, nous pouvons aller chercher jusqu'à 40 % de notre clientèle au Québec. Les gens reconnaissent qu'on peut assister, chez nous, à des festivals francophones en Ontario. La francophonie joue un rôle primordial dans l'économie de la province», a conclu le député libéral.



Le mercredi 12 mars 2008

Dans l'école la plus septentrionale du monde

Pierre-Henry Deshayes

Agence France-Presse
Longyearbyen, Norvège

Dernière étape avant le pôle Nord, l'archipel norvégien du Svalbard abrite l'école la plus septentrionale au monde: on y apprend à survivre à une rencontre avec un ours blanc et à une avalanche, ou encore à dépecer un renne.

Sous les latitudes improbables de Longyearbyen, chef-lieu de cet archipel de l'Arctique, quelque 230 élèves suivent du CP à la terminale un programme scolaire classique... assaisonné à la sauce locale.

«Qu'il règne un froid polaire ou juste vif, même en cas de tempête de neige, l'école reste ouverte», souligne Priitta Pöyhtäri Troen, une enseignante finlandaise de biologie.

Des skis posés contre une façade, des casques de motoneige sur les armoires, des rennes qui viennent paître librement dans la cour de récré: nul n'est besoin de faire l'école buissonnière pour respirer le grand air dans cet établissement moderne et spacieux où l'on se déchausse à l'entrée.

Au réfectoire, une ourse et son petit empaillés restent indifférents au passage de gamins bruyants. À côté, des vitrines exposent des miniatures du prédateur et des phoques en terre glaise, oeuvres magistrales d'élèves de CP.



[Agrandir](#) 

Sirén Lindeth, jeune fille pétillante de 18 ans, et Odin Kirkemoen sont au nombre des élèves de l'école de Longyearbyen qui apprennent notamment à dépecer des cervidés.
Photo AFP

Fait incongru, l'école dispose de son propre quota de chasse. En septembre, enseignants et élèves du secondaire traquent le renne pendant une journée. Quelques animaux sont abattus et dépecés sur place sous les yeux des ados.

Sirén Lindeth, jeune fille pétillante de 18 ans, a débité un des cervidés l'an dernier.

«Il faut lui ouvrir la gorge, le dépouiller et l'éviscérer. De préférence à mains nues. C'est si agréable de plonger ses mains gelées dans des entrailles encore chaudes», explique sagement cette fana de chasse qui, dès l'âge de trois ans, participait aux battues de son père, empaquetée dans un traîneau.

Dans un village de 1800 âmes où l'on ne reste en moyenne que trois ans et demi du fait de l'âpreté des conditions de vie, les effectifs de l'école sont soumis à une très forte rotation. «Chaque année, ce sont un quart des élèves qui changent», résume Mme Pöyhtäri Troen.

Odin Kirkemoen, un «ancien» de 17 ans qui a passé presque toute sa vie au Svalbard (ou Spitzberg), ferait bien des envieux parmi les adolescents ailleurs dans le monde, lui qui se rend à l'école en motoneige.

«Par pure fainéantise vu que j'habite à moins d'un kilomètre. Mais comme ça, je me lève juste cinq minutes avant les cours», dit-il.

«Les motoneiges, c'est ça qui retient les garçons ici», ajoute-t-il.

Dans leur temps libre, les jeunes du cru aiment dévaler à toute vrombe les collines environnantes ou gravir des pentes quasi verticales, juchés sur leurs engins.

Chaque année à la fin janvier, lorsque l'archipel s'apprête à sortir de l'obscurité totale des hivers polaires, l'école organise une journée de sensibilisation aux dangers de l'Arctique.

Avec l'aide des autorités locales, on présente les gestes qui sauvent en cas d'avalanche, l'attitude à avoir en présence d'un ours polaire, des infos sur les failles des glaciers et des rudiments de mécanique pour réparer une motoneige en rade.

Malgré son isolement, l'école est très internationale avec près de 20 nationalités, y compris des Thaïlandais, des Bosniaques et des Russes.

Parmi ces derniers, Aleksander Iljasov, un ado à l'allure rasta qui arpente la salle de travail en manipulant un cube Rubik à toute vitesse.

Les parents de ce jeune homme de 19 ans sont venus il y a cinq ans de la mine de charbon voisine de Barentsburg, où environ 500 Russes et Ukrainiens vivent en milieu fermé.

Son hobby? Battre le plus de records Guinness possible, de l'engloutissement de bananes à la résolution de «bedlam cube», sorte de puzzle en 3D, en passant par le saut sur échasses à ressorts.

«Il n'y a que ça qui me botte», explique ce futur ingénieur en logistique des hydrocarbures.



Le jeudi 13 mars 2008

De l'arsenic dans du jus de poire

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse

Des jus de poire pour enfants doivent être retirés des tablettes des supermarchés parce qu'ils contiennent de l'arsenic.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) prévient la population de ne pas consommer des jus Le Choix du président biologique à la poire faits de concentré non sucré, pour les tout-petits. Le jus a été distribué au Canada, par les supermarchés de la bannière Loblaws-Provigo, mais il a été fait aux États-Unis. Personne à l'ACIA ne pouvait expliquer comment l'arsenic s'est retrouvé dans le jus. Selon une porte-parole, le concentré de fruit aurait été importé de Turquie dans un cas et probablement d'Amérique du Sud dans un autre.

L'arsenic est un métal lourd qui se dépose dans le sol. Il contamine l'eau et, par là, se retrouve parfois dans des aliments qui ont été en contact avec cette eau contaminée. L'année dernière, des scientifiques avaient détecté de l'arsenic dans du riz. Un groupe de chercheurs américains a aussi testé des jardins communautaires du Connecticut pour se rendre compte que la majorité contenait des contaminants, dont de l'arsenic. L'ACIA a aussi rappelé de l'eau minérale qui contenait de l'arsenic en 2007.

En consommer peut provoquer des nausées et des vomissements ainsi que des problèmes respiratoires, gastro-intestinaux, rénaux et neurologiques. À long terme, il pourrait causer certains types de cancers. Dans ce cas, aucun malaise n'a été associé au jus; la présence d'arsenic a été détectée lors de tests faits au hasard par Santé Canada.

Pour le jus Le Choix du président, c'est le format d'un litre qui est visé par le rappel. Une autre compagnie, Beech Nut, doit aussi retirer son jus de poire. Les numéros de lot des produits visés par le rappel sont disponibles à l'Agence, au www.inspection.gc.ca.



Le jeudi 13 mars 2008

Manger pour prévenir les maladies

Caroline Rodgers

La Presse

Collaboration spéciale

Des biscuits anticancer, du yogourt qui aide les enfants à grandir... Nous ne sommes pas en pleine science-fiction: ces produits ont été lancés sur le marché québécois depuis moins d'un an.

Plus qu'une mode ou un truc de marketing, les aliments fonctionnels sont une tendance lourde qui est là pour rester.

Aujourd'hui, le consommateur ne mange plus uniquement pour le plaisir et pour combler ses besoins nutritionnels de base.

Il veut des aliments qui apportent une plus-value pour sa santé. Probiotiques, antioxydants et oméga-3 font maintenant partie de son vocabulaire courant.

Cette nouvelle génération de yogourts, jus et autres pains aux vertus préventives qui n'existaient pas il y a 20 ans est en train d'envahir les tablettes des épiceries.

Pour l'industrie agroalimentaire, ces aliments qualifiés de «fonctionnels», et leur variante sous forme de capsules, les nutraceutiques, représentent un marché très prometteur.

Entre 2000 et 2006, le marché mondial des aliments fonctionnels a augmenté de 68% pour atteindre 85 milliards US, selon le *Nutrition Business Journal*.

Ce qui en fait un créneau auquel les leaders de la transformation alimentaire québécoise devraient s'intéresser plus activement, soulignait le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.

«On avait vu venir la tendance», dit Jean Gattuso, président et chef de la direction d'Industries Lassonde, qui a lancé sa gamme de jus Pause Santé dès 1995 et le premier jus avec probiotiques en Amérique du Nord en 2006.

Chez Lassonde, on investit annuellement 1% du chiffre d'affaires pour la recherche et le développement. L'entreprise finance depuis 2006 la Chaire de nutrition et de santé Lassonde de l'Université Laval.

D'autres grands acteurs en font autant.

C'est le cas de Provigo, d'Agropur, d'Aliments Ultima et de Saputo, qui font partie des partenaires industriels de l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF) de l'Université Laval.

«Sur 80 de nos partenaires, la majorité sont québécois. Ça démontre bien le leadership qu'il y a ici dans ce domaine», dit Renée Michaud, directrice adjointe de l'INAF.

En effet, le Québec tire plutôt bien son épingle du jeu avec 23% des entreprises de l'industrie de la nutrition canadienne, en deuxième place derrière l'Ontario. Mais le

potentiel est encore immense.

«Dans les prochaines années, nous allons cibler les problèmes de la population vieillissante: ostéoporose, vision qui faiblit, digestion, explique Renée Michaud. On va aussi travailler sur les grandes maladies du siècle, comme l'obésité et les maladies cardio-vasculaires.»

Le rôle des chercheurs est de valider scientifiquement les bénéfices pour la santé de ces nouveaux aliments.

«C'est fait avec la même rigueur qu'une étude clinique au niveau pharmaceutique, ajoute Mme Michaud. Il faut que les consommateurs puissent faire confiance aux résultats.»

Encore bien des avenues prometteuses sont à développer.

«La recherche se penche notamment sur les interactions entre aliments, la petite flore forestière du Québec et la biomasse marine, ajoute Mme Michaud. Il y a aussi les co-produits, comme les résidus de farine inutilisés par la transformation. On peut sûrement valoriser certains de ces ingrédients.»



Thursday » March
13 » 2008

ADQ pushes for more babies, fewer immigrants to protect French

Marianne White

The Ottawa Citizen; with files from The Montreal Gazette

Thursday, March 13, 2008

QUEBEC - The Opposition Action démocratique du Québec wants the provincial government to cut down on immigration in light of a study suggesting French is becoming the minority language in Montreal. Instead, the ADQ wants Quebecers to have more children and it is even ready to create its own bucks for babies program.

The party unveiled plans yesterday for an ambitious family policy aimed at increasing the birth rate to two children per family from 1.6. The proposed measures include a \$5,000 bonus to mothers for their third child.

It also tabled a motion yesterday urging the Charest government to review its decision to accept 10,000 more immigrants this year, saying the newcomers are not well integrated into Quebec society.

"We recruit them abroad, sell them the American Dream and tell them they will easily find a job here. But when they get here, the reality hits them in the face," said Catherine Morissette, immigration critic for the ADQ.

"The unemployment rate among immigrants is incredibly high -- at around nine per cent -- but it's worse in some regions and among certain immigrant communities," she added, quoting Statistics Canada figures.

Among people from North Africa, the figure is as high as 30 per cent.

Quebec, like the rest of Canada, depends on immigration for population growth.

But the Action démocratique thinks the solution to the province's labour shortage is more babies, not more immigrants.

"Today, we are importing unemployment," said policy commission chairman Stéphane Le Bouyonnec.

The ADQ asked the government why, before raising the limit on immigration, it didn't release a study by demographer Marc Termote that concluded that if present trends persist, a minority of Montrealers would speak French at home by 2021. The study was ready last August, but withheld by Quebec's language watchdog until it was leaked to the media in January.

Premier Jean Charest didn't hesitate to deem the proposal intolerant and reminded ADQ leader Mario Dumont of his absence at the three-month-long commission on reasonable accommodation that looked into how to better integrate and accommodate minorities.

"The Opposition leader was nowhere to be seen at the commission. His party was the only one not to submit a brief at the hearings," Mr. Charest said.

Mr. Dumont is the one who spearheaded the debate on reasonable accommodation and has often been accused of lighting a fire, but not being there when it was time to find solutions to the problem.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.



Thursday » March
13 » 2008

Quebec should foot the bill for UQO: councillor Argues that Gatineau campus not a 'real university'

Dave Rogers

The Ottawa Citizen

Thursday, March 13, 2008

The City of Gatineau shouldn't have to help finance a planned expansion of the Université du Québec en Outaouais because it is so poorly funded it is not a "real university," Councillor Denise Laferrière says.

Ms. Laferrière said the Quebec government has provided little support for the university on Boulevard Alexandre-Taché -- which opened in 1981 and now has about 5,500 students -- and said the institution can't be considered a real university because it does not include a medical faculty and schools of law and engineering.

"The universities in Chicoutimi and Trois Rivières have done much better because they were established in 1969, when there was money," she said.

"Maybe we would have a real university if UQO had been created in 1969, but we were late. It was like an afterthought for the Outaouais to have a campus of the Université du Québec."

The university's multimillion-dollar expansion plans include four new buildings,

a soccer field and two additions to the Pavillon Alexandre-Taché. The Quebec government promised the university a \$1-million grant to build the field, on the condition that the city extend Boulevard St-Joseph south of Alexandre-Taché and build changing rooms and showers for players.

Gatineau Mayor Marc Bureau said last month the city won't build a road to the field because the proposed extension would be too expensive, requiring the city to realign the intersection at Alexandre-Taché.

However, the mayor said the city would consider providing financial assistance to establish a medical school.

Ms. Laferrière said it is not Gatineau's responsibility to provide money for the university.

"It should be the province that pays for the \$120-million to \$150-million expansion of the university during the next 15 to 20 years," she said.

© The Ottawa Citizen 2008

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



Thursday » March
13 » 2008

Teen boys put up to 42 hours every week into screen time

Poorer children use TV, computer more: study

Janice Tibbetts

The Ottawa Citizen

Thursday, March 13, 2008

Children from poor neighbourhoods are far more likely than the affluent to rack up screen time, says a new study that reports teen boys are the biggest devotees to TVs and computers, with just more than half parking themselves for at least 42 hours weekly.

Boys are putting the equivalent of full-time working hours into TV and cyber habits, compared with one quarter of girls.

The study also reports high school students spend 30 hours a week on average in front of the the screen, adding to the obesity risk.

A research team at the Université de Montréal analysed data from 1,293 students at 10 Montreal schools, who were in Grade 7 when the six-year study began in 1999.

On average, students put in 20 hours of TV time and 10 hours on the computer weekly. TV watching generally decreased through high school and computer use increased.

"I was surprised to see how much neighbourhood disadvantage seemed to influence the viewing patterns of these kids," said lead researcher Tracie Barnett, a professor at the university's social and preventive medicine department.

Girls from less affluent postal codes were five times more apt than their richer counterparts to put in the heaviest computer and TV time, while boys were two to three times more likely, said the study, presented yesterday at the American Heart Association conference in Colorado Springs, Colorado.

Sedentary screen time has been associated with a raft of health and social problems, ranging from obesity to high blood pressure and depression.

Teacher Dorothy Karlson, a student adviser who leads an after-school leadership course at Bow Valley High School in Cochrane, Alta., said it is not surprising to her that low-income children clock more screen time than the more affluent.

"For someone who has the means to pay for hockey fees, those kids will be out there playing hockey," said Ms. Karlson.

The research team extracted data from a broader study, funded by the Canadian Cancer Society, that examined teen smoking, screen time and depression, among other things. Students filled out surveys at school four times a year, ending when they finished high school in 2005.

The majority of teens -- 60 per cent overall -- spent an average of 20 hours in front of TV and computer screens each week, unrelated to homework. One-third reported almost

40 hours per week and seven per cent were exposed to more than 50 hours.

The hours may sound excessive because they measure computer and TV time together, said Ms. Barnett.

The overall numbers are in keeping with several other studies in Canada and abroad, including a 2006 international report card of student activity that put the screen time of Canadian students at an average of 40 hours weekly.

Ms. Barnett said she suspects computer time has increased since her data collection ended in 2005, when Facebook and YouTube were still in their infancy.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc. All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc. All rights reserved.

canoe network ... **cnews**

March 13, 2008

Liberal education tax break benefit to all: Expert

By **PETER ZIMONJIC, NATIONAL BUREAU**

A private member's bill that would make contributions to a registered education savings plan tax-deductible would benefit all income groups, say experts.

Here is how it would work:

Currently, parents can put up to \$50,000 of income they have paid tax on into an RESP for their child's post-secondary education. The money in the fund earns interest, tax-free, until the child attends a college or university.

When the child attends college they can then withdraw the money to pay for approved expenses and only the interest earned would be taxable.

The Liberal private member's bill C-253, which has passed the Commons and is now in the Senate, would if passed work in a similar fashion to an RRSP by providing a tax shelter. Parents would be able to put \$5,000 a year per child into a RESP as a deduction against taxable income.

\$50G MAXIMUM

The maximum amount a parent could deposit in an account in total would remain \$50,000, and they could deposit it all in one year, but only \$5,000 would be a tax deduction. Because the principal was never taxed both the interest and the principal would be taxable when withdrawn.

It is a proposal, says Cleo Hamel, senior tax analyst with H&R Block, that would benefit every income group with children.

- A single parent family with one child and an income of \$40,000 would save \$523 in taxes if they put \$3,000 into a RESP.

- A two-income family with two children, where one parent earns \$25,000 and the other earns \$55,000, would save \$11,000 in tax if they put \$2,500 per child into an RESP.

- A one-income family with two parents and two children where the earner makes \$80,000 would save \$2,424 if they put \$5,000 per child into an RESP.

"We talk about the government wanting to have tax measures that would affect the broadest range of Canadian taxpayers," says Hamel, "in this case ... it doesn't matter how much you can put aside ... you will see savings."

Win prizes to do surveys. Join the *Nanos-Sun Nation*.